

Je vous écris de Cuba

Les cubaines sont-elles jolies ? Les cubains jouent-ils tout le temps de la musique ? Peuvent-ils parler librement ? Depuis l'arrivée au pouvoir de Raul, ont-ils le droit d'avoir des téléphones portables ? Pour débrouiller la vérité des idées reçues, rien ne vaut un long séjour dans l'île, au contact des habitants, comme vient de le faire Fabrice Hatem. Témoignage.

Dès ma sortie de l'aéroport de la Havane, me voila rassuré: oui, je suis bien à Cuba, puisque mon taxi croise un grand nombre de ces voitures américaines des années cinquante qui ne roulent plus qu'ici. Elles y côtoient des Lada russes, de vieilles Peugeot 404, des carrioles tirées par des chevaux, et même... quelques cars touristiques ultra-modernes. Un vrai musée roulant des transports !!! Il est vrai que la plupart des cubains n'ont ni les moyens ni le droit d'acheter des automobiles neuves d'importation. Alors, ils bricolent depuis cinquante ans avec passion leurs vieux tacots...

Quant aux portraits de Fidel et du Che, accompagnés de slogans révolutionnaires, ils sont omniprésents. Un matraquage idéologique relayé par des medias contrôlés par le pouvoir, et qui entretient un climat de confrontation permanente avec un « Empire » (les Etats-Unis) accusé de toutes les turpitudes... Ce qui m'empêche pas d'ailleurs la télévision publique de diffuser de nombreuses « séries B » américaines dont raffolent les cubains. Ambigüités d'une relation d'amour/haine...

Dès mon arrivée dans le Centre de la Havane, j'éprouve un coup de foudre cette ville si belle, si vivante, si dégradée. Les rues sont bordées de très jolies maisons de style colonial : balcons en fer forgé, arcades, mosaïques; bas reliefs... Seul petit problème : désertés par la bourgeoisie cubaine à l'arrivée au pouvoir de Fidel, occupés depuis lors par des populations pauvres, privées d'entretien depuis cinquante ans, ces « Solars », comme on les appelle ici, sont peu à peu devenus des taudis insalubres, surpeuplés, et menacés d'effondrement.

La rue est le théâtre d'une vie collective intense, sans équivalent sous nos ciels pluvieux. Les voisins s'interpellent d'un balcon à l'autre. Les enfants jouent au bass-ball (le sport national cubain) sur la chaussée défoncée. Les vendeurs clandestins font du porte à porte pour vendre du yoghourt au marché noir. Autour d'une table, des joueurs de cartes partagent une bouteille de rhum « Habana club ». Des flots de musique tropicale jaillissent d'une fenêtre grande ouverte. Trois hommes sortent une chèvre et un bouc bêlants du coffre arrière d'une Chevrolet 1955. Une vieille femme vend des éclairs au chocolat « faits maison » sur le pas de sa porte. Tout cela au milieu de tas d'ordures non ramassés et des vestiges de maçonnerie d'une maison récemment effondrée. Mais, pour la sécurité, aucune crainte : outre le fait que les cubains sont naturellement chaleureux et accueillants, la police est omniprésente.

Et pourtant, la population est confrontée à un état d'extrême dénuement matériel. L'alimentation constitue une préoccupation quotidienne. Les produits de consommation courante les plus élémentaires – savon ou papier hygiénique – sont difficiles à trouver. Les intérieurs sont souvent d'une grande pauvreté : pas d'ascenseur ou de machine à laver, bien sur, mais parfois aussi pas de téléphone (on utilise alors celui du voisin).

Pour un cubain de base, l'équation budgétaire est aujourd'hui angoissante dans sa simplicité. Le salaire moyen, payé en « peso national » est de 10 ou 12 euros par mois. Même avec le renfort de la Libreta – le carnet de rationnement qui couvre à peu près 50 % des besoins alimentaires –, c'est totalement insuffisant pour, tout simplement, manger. Il faut donc

absolument se procurer, d'une manière ou d'une autre, les indispensables « pesos convertibles » (les « CUC ») qui permettront d'acheter - sur le marché libre officiel ou au marché noir - le nécessaire complément. D'où une multiplication des petites métiers : voitures privées transformés en taxis semi-clandestins, vendeurs de pizzas à la sauvette, guides ou « accompagnatrices » (*jineteras*) pour touristes étrangers - source principale de ces « CUC » si désirés.... C'est toute une économie parallèle (la « Lucha »), qui supplée ainsi, vaille que vaille, à la faillite du système officiel.

Mais dénuement ne signifie pas nécessairement misère. Socialisme oblige, les autorités ont en effet mis en place les dispositifs permettant à la population d'éviter de justesse la tragédie. Le « Sistema de Atencion a la Familia » fournissent à ceux qui n'ont pas les moyens de boucler leur budget alimentaire des repas quasi-gratuits dans des cantines publiques. Le système de santé est de bonne qualité, et très peu coûteux... du moins quand on peut se procurer dans les pharmacies officielles les médicaments qui vous ont été prescrits. Sinon, il faut recourir, encore une fois au marché noir. Le téléphone et l'électricité sont très bon marché, mais les raccordements sont longs et les pannes fréquentes. Les écoliers - 20 enfants par classe - portent des uniformes propres et soignés. Bref, on vit en général assez mal à Cuba, mais on parvient toujours à y survivre.

Cette situation de pénurie affecte le moral de la population, dont l'énergie est usée par la recherche permanente de produits indispensables ou par de longues démarches administratives. Alors, pour la joie de vivre... Certes, les cubains aiment la fête, mais encore faut-il que celle-ci ne soit pas brutalement interrompue par une panne d'électricité. Certes, les adolescentes sont souvent des gracieuses gazelles, mais la dureté de la vie a tôt fait de les transformer en grosses mammas mal fagotées - quoique toujours aussi bonnes danseuses. Certes, l'île est un incroyable berceau de talents artistiques, mais encore faudrait-il que les musiciens ou les peintres disposent d'un minimum de moyens pour se faire connaître et vivre décemment de leur métier.

Les cubains parlent volontiers de ces obsédantes difficultés quotidiennes. On trouve encore de nombreux militants révolutionnaires, prompts à expliquer les maux de l'économie cubaine par le blocus américain. Mais beaucoup d'autres expriment spontanément un « ras-le-bol » vis-à-vis du système d'économie dirigée : absence de liberté détruisant l'esprit d'entreprise, absurdités juridiques ou réglementaires, etc. D'où un profond et général désir de changement, qui selon les opinions et le caractère des interlocuteurs, se limite à la sphère de l'existence quotidienne ou prend une tournure plus nettement politique.

Les dirigeants actuels de l'île semblent bien conscients de cette nécessité de réforme. Depuis la maladie et le retrait de Fidel, les signes d'évolutions se sont multipliés, dans les déclarations comme dans les actes. Les habitants de l'île ont par exemple désormais le droit d'acheter des fours à micro-ondes, des téléphones portables, ou encore d'accéder librement aux hôtels pour touristes. Des évolutions toutefois plus symboliques que réelles, puisque les cubains les plus aisés, comme par exemple les habitants du riche quartier de Miramar, jouissaient déjà de facto - système D aidant - de ces possibilités. Mais pour la grande majorité de la population, rien n'a encore véritablement changé.

Il est cependant possible que des réformes plus importantes voient le jour dans les prochains mois, à commencer par la réunification entre les deux monnaies officielles : le « peso national » et le « peso convertible ». Une opération certes indispensable, mais difficile à réaliser politiquement dans la mesure où elle suscite dans la population une espérance de

revalorisation massive du pouvoir d'achat que le gouvernement sera bien en peine de satisfaire.

Simultanément, les autorités tentent de corriger les facteurs d'inefficacité les plus évidents de l'économie planifiée. Pour limiter les fuites vers le marché noir, elles viennent par exemple d'augmenter les prix d'achat du lait aux paysans indépendants, qui, avec 12 % des terres cultivées, assurent 70 % de la production agricole du pays. Les investissements étrangers, qui s'étaient développés au milieu des années 1990 avant d'être brutalement freinés il y a 5 ans, pourraient également être à nouveau encouragés dans des secteurs prioritaires comme l'hôtellerie, le pétrole, l'agro-alimentaire, les infrastructures ou les hautes technologies.

Mais c'est en fait la question même de la pérennité de l'économie socialiste, aujourd'hui à bout de souffle, qui se trouvera posée tôt ou tard. Le budget de l'Etat a par exemple jusqu'ici joué un rôle d'amortisseur social, à travers les systèmes de subvention alimentaires. Mais ceci s'est fait au détriment des investissements de long terme, par exemple dans les infrastructures de transport, qui se trouvent aujourd'hui dans un état déplorable. Pour dégager des marges de manœuvre, le gouvernement cubain s'est engagé de facto dans une politique de réduction des subventions. Mais la diminution de la part des besoins alimentaires couverts par la « Libretta », au moment même où se produisait une flambée des prix à l'importation - s'est traduit pour la population par une augmentation – très douloureusement ressentie - du budget de nourriture.

Combien de temps encore le système actuel continuera-t-il à cahoter avant de rendre l'âme ? La transition vers une économie plus libérale pourra-t-elle s'opérer sans crise sociale majeure (retraités réduits à la misère, fonctionnaires licenciés, micro-commerces détruits par la grande distribution, etc.) ? Des questions auxquels aucun observateur sérieux ne se risque à donner de réponse tranchée. En attendant, les Cubains continuent à faire la queue et à (des)espérer.

Fabrice Hatem

Pour des informations quantitatives plus précises, voir les notes de la mission économique française à Cuba: <http://www.missioneco.org/cuba/infopays.asp>

.